

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/12307]

3 SEPTEMBRE 2017. — Loi portant assentiment au Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le gouvernement macédonien portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, fait à Bruxelles le 30 juillet 2012 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le gouvernement macédonien portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, fait à Bruxelles le 30 juillet 2012, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,

D. REYNDERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,

Th. FRANCKEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/12307]

3 SEPTEMBER 2017. — Wet houdende instemming met het Protocol tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden) en de Macedonische regering ter uitvoering van de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven, gedaan te Brussel op 30 juli 2012 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Protocol tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden) en de Macedonische regering ter uitvoering van de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven, gedaan te Brussel op 30 juli 2012, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken  
en Europese Zaken,

D. REYNDERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Th. FRANCKEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

**PROTOCOLE**

**ENTRE**

**LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS)**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT MACÉDONIEN**

**PORTANT SUR L'APPLICATION**

**DE**

**L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE CONCERNANT LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER**

Les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas)

et

le Gouvernement macédonien,

Ci-après dénommés "les Parties",

En vertu de l'article 19 de l'Accord signé le 18 septembre 2007 à Bruxelles entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier,

Ci-après dénommé "l'Accord",

Sont convenus de ce qui suit:

*Article 1er*  
*Définitions et champ d'application*

Aux fins du présent Protocole, il faut entendre par:

1. territoire:
  - a. pour les États du Benelux : l'ensemble des territoires du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas auxquels s'applique le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
  - b. pour le Gouvernement macédonien : le territoire macédonien.
2. escorte(s):  
la personne (ou les personnes) désignée(s) par l'État requérant et chargée(s) d'escorter la personne à réadmettre ou à faire transiter.

*Article 2*  
*Autorités compétentes*

1. Les Parties échangent au plus tard trente (30) jours après la conclusion du présent Protocole et par voie diplomatique la liste des autorités compétentes pour l'application de l'Accord.
2. Les Parties se notifient mutuellement, sans délai, toute modification de cette liste.

*Article 3*  
*Demande de réadmission*

1. Une demande de réadmission est faite lorsque l'identité et la nationalité de la personne à réadmettre ont été prouvées ou peuvent être valablement présumées conformément aux articles 8 et 9 de l'Accord. La demande de réadmission est introduite conformément à l'article 7 de l'Accord.
2. Dans la mesure du possible, la demande de réadmission comporte les informations suivantes:
  - a. les données personnelles de la personne à réadmettre (par exemple, les prénoms, noms, date de naissance et – si possible – lieu de naissance, ainsi que le dernier lieu de résidence et les données personnelles des parents);
  - b. les données personnelles de l'époux(se) et/ou des enfants mineurs célibataires;
  - c. l'indication des moyens par lesquels une preuve ou un commencement de preuve de la nationalité, du transit, des conditions de la réadmission des ressortissants de pays tiers et des apatrides, et de l'entrée et du séjour irréguliers sera fourni(e);
  - d. une photographie de la personne concernée;
  - e. la signature du représentant et le sceau officiel de l'autorité nationale compétente de l'État requérant.
3. Pour les enfants mineurs célibataires, la demande de réadmission doit comporter les informations suivantes:
  - a. les certificats de naissance des enfants nés sur le territoire de l'État requérant;
  - b. si possible, les certificats de naissance des enfants nés sur le territoire d'un pays tiers;
  - c. une photographie pour chaque enfant accompagnant âgé de cinq (5) ans ou plus.

4. Si nécessaire, la demande de réadmission comporte également les informations suivantes:
  - a. une déclaration indiquant que la personne à transférer peut avoir besoin d'assistance ou de soins, sous réserve que l'intéressé ait donné son consentement explicite à cette déclaration;
  - b. toute autre mesure de protection ou de sécurité ou toute autre information concernant la santé de la personne qui peut être nécessaire pour le transfert de cette personne.
5. L'État requérant doit soumettre la demande à l'autorité compétente de l'État requis à l'aide du formulaire joint en annexe 6.

#### *Article 4*

##### *Réponse à la demande de réadmission*

1. L'autorité compétente de l'État requis répond à la demande de réadmission de l'autorité compétente de l'État requérant dans les délais prévus à l'article 10, paragraphe 2, de l'Accord. Si la réponse est positive une copie doit être envoyée à la représentation diplomatique ou consulaire compétente de l'État requis.
3. La réponse doit comporter les informations suivantes:
  - a. le nom et l'adresse de l'autorité compétente de l'État requis, le numéro de dossier et la date de la réponse à la demande;
  - b. les nom et adresse de l'autorité compétente de l'État requérant;
  - c. les nom, prénoms, date et lieu de naissance de la personne concernée et, le cas échéant, des membres de la famille;
  - d. une déclaration confirmant qu'il y a obligation de réadmission de la personne concernée au sens des dispositions des articles 2, 3, 4 ou 5 de l'Accord.
3. En cas de réponse négative, l'État requis indique les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'établir l'identité de la personne concernée et/ou les raisons pour lesquelles l'obligation de réadmission au sens des articles 2, 3, 4 ou 5 de l'Accord n'est pas applicable à cette dernière.
4. L'État requis doit répondre à l'autorité compétente de l'État requérant à l'aide du formulaire joint en annexe 1 du Protocole.

#### *Article 5*

##### *Document de voyage*

1. Lorsque la réponse à la demande de réadmission de ses propres ressortissants est positive, la mission diplomatique ou la représentation consulaire compétente de l'État requis délivre, conformément à l'article 2, paragraphe 4, et à l'article 4, paragraphe 4, de l'Accord, un document de voyage pour la personne concernée.
2. Le document de voyage a une durée de validité de trente (30) jours.
3. Lorsque la réponse à la demande de réadmission de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides est positive, les autorités compétentes de l'État requis délivrent, conformément à l'article 3, paragraphe 4, et à l'article 5, paragraphe 4, de l'Accord, un document de voyage pour la personne concernée.

4. La représentation diplomatique ou consulaire de la Partie requise délivre immédiatement ou au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables, un visa d'entrée en vue du retour de la personne visée au paragraphe 3.
5. Le visa d'entrée à une durée de validité de trente (30) jours.
6. Lorsqu'elle n'est pas en mesure de transférer la personne concernée avant la date l'expiration du document de voyage, l'autorité nationale compétente de l'État requérant en avise l'autorité compétente de l'État requis. Dès que le transfert de l'intéressé peut s'effectuer, la représentation diplomatique ou consulaire de l'État requis fournit un nouveau document de voyage ou un visa, ayant la même durée de validité, dans les quatorze (14) jours qui suivent une demande à cette fin de l'autorité nationale compétente de l'État requérant.

*Article 6*  
*Procédure de réadmission*

1. L'autorité compétente de l'État requérant informe l'autorité compétente de l'État requis au moins trois (3) jours ouvrables avant le transfert envisagé de son intention d'y procéder.
2. Si l'État requérant se trouve dans l'impossibilité de transférer la personne à réadmettre dans le délai de trois (3) mois visé à l'article 10, paragraphe 4, de l'accord, il en informe sans délai l'autorité compétente de l'État requis. Dès que le transfert de la personne concernée peut s'effectuer, l'autorité compétente de l'État requérant informe l'autorité compétente de l'État requis selon la procédure et les délais visés à l'article 10, paragraphe 4, de l'Accord.
3. Lorsque des raisons médicales justifient le transport par voie terrestre ou maritime, l'autorité compétente de l'État requérant l'indique sur le formulaire joint en annexe 6 à l'Accord.

*Article 7*  
*Procédure de transit*

1. Le transit de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides doit s'effectuer conformément aux articles 13 et 14 de l'Accord.
2. Dans la mesure du possible, la demande de transit doit comporter les informations suivantes :
  - a. le type de transit (par voie aérienne ou terrestre), les autres États de transit éventuels et la destination finale prévue;
  - b. les données personnelles concernant l'intéressé (par exemple, nom, prénom, nom de jeune fille, autres noms utilisés/sous lesquels il est connu ou noms d'emprunt, date de naissance, sexe et - si possible - lieu de naissance, nationalité, langue, type et numéro du document de voyage);
  - c. le point d'entrée envisagé, l'heure du transfert et le recours éventuel à des escortes;

- d. une déclaration précisant que, du point de vue de l'État requérant, les conditions visées à l'article 13, paragraphe 2, de l'Accord sont remplies et qu'aucune raison justifiant un refus en vertu de l'article 13, paragraphe 3, de l'Accord, n'est connue.
3. La demande de transit doit être envoyée à l'autorité compétente de l'État requis en utilisant le formulaire joint en annexe 7 de l'Accord.
4. La demande de transit doit être envoyée à l'État requis au plus tard sept (7) jours avant le transit.
5. L'État requis doit répondre sans délai dans les cinq (5) jours.
6. L'État requis répond à l'autorité compétente de l'État requérant en utilisant le formulaire joint en annexe 2 du Protocole.

*Article 8*  
*Soutien au transit*

1. Si, dans un cas de transit particulier, l'État requérant juge nécessaire de bénéficier du soutien des autorités de l'État requis, il l'indique sur le formulaire joint en annexe 7 de l'Accord. Les autorités compétentes se consultent au besoin.
2. Dans sa réponse à la demande de transit, l'État requis indique s'il peut fournir le soutien demandé au point 3 (observations concernant les particularités) du formulaire joint en annexe 2 au présent Protocole.
3. Si la personne concernée est escortée, la garde et l'embarquement sont assurés par cette escorte sous l'autorité de l'État requis.

*Article 9*  
*Obligations des escortes*

1. Dans toutes les circonstances, l'escorte doit respecter, sur le territoire de l'État requis, le droit de cet État.
2. En cas d'absence d'agents de l'État requis compétents en la matière ou dans le but de leur porter assistance, l'escorte peut entreprendre des actions raisonnables et proportionnées en réponse à un risque sérieux et immédiat afin de se protéger et d'éviter que la personne concernée ne fui, ne porte préjudice à elle-même ou à un tiers ou cause des dommages aux biens.
3. L'escorte accomplit sa mission sans armes et en civil. Elle doit être en possession d'une autorisation d'escorte, d'une autorisation de réadmission ou de transit ainsi que d'un document d'identité.
4. Les autorités de l'État requis doivent garantir protection et assistance à l'escorte conformément à la législation nationale.

*Article 10*  
*Points de passage frontaliers*

1. Les Parties échangent, par voie diplomatique, au plus tard trente (30) jours après la conclusion du présent Protocole les listes des points de passage frontaliers désignés pour la réadmission ou le transit conformément à l'Accord.
2. Les Parties notifient mutuellement sans délai toute modification de ces listes.
3. Les autorités compétentes peuvent convenir d'utiliser, au cas par cas, d'autres points de passage frontaliers pour la réadmission.

*Article 11*  
*Coûts*

1. Les frais liés au processus de réadmission et de transit sont pris en charge comme précisé à l'article 15 de l'Accord.
2. L'État requérant remboursera l'État requis de tous les frais encourus par virement bancaire dans un délai de soixante (60) jours suivant le jour de la transmission de la facture.

*Article 12*  
*Réunion d'experts*

1. Les Parties coopèrent à l'analyse des questions relatives à l'application du présent Protocole.
2. À cette fin, une réunion d'experts peut être organisée à la demande de l'une des Parties.

*Article 13*  
*Langue et communication*

1. Les Parties communiquent entre elles en langue anglaise.
2. Les autorités compétentes communiquent par fax ou par courrier. En cas d'approbation des deux Parties, la communication peut également avoir lieu par courriel ou via d'autres supports techniques.

*Article 14*  
*Annexes*

Les annexes 1 et 2 font partie intégrante du présent Protocole.

*Article 15*  
*Modifications*

1. Le présent Protocole et ses annexes peuvent être modifiés d'un commun accord entre les Parties.

2. Toute modification du présent Protocole entrera en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 17, paragraphes 1 et 2.
3. Toute modification des annexes entrera en vigueur à la date convenue entre les Parties.

*Article 16*  
*Dépositaire*

Le Royaume de Belgique est dépositaire du présent Protocole. Il expédiera une copie certifiée conforme à tous les États.

*Article 17*  
*Entrée en vigueur, durée et dénonciation*

1. Les Parties s'informeront mutuellement, ainsi que le dépositaire, de l'accomplissement des procédures nationales légales nécessaires à l'entrée en vigueur du Protocole.
2. Le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article 19, paragraphe 2, de l'Accord, le premier jour du deuxième mois suivant la notification par le dépositaire au Comité mixte de Réadmission que les procédures internes nécessaires à cette fin ont été accomplies par chaque Partie. Une copie de cette notification sera délivrée par le dépositaire à chaque Partie.
3. Conformément à l'article 20 de l'Accord, le présent Protocole prévaut sur les dispositions de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien sur la réadmission de personnes en séjour irrégulier signé à Voorburg le 30 mai 2006. Cet Accord restera en vigueur entre Curaçao, Sint Maarten et la partie caribéenne des Pays-Bas (Bonaire, Sint Eustatius et Saba) et le Gouvernement macédonien.
4. La dénonciation de l'Accord entraîne automatiquement la dénonciation du Protocole.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 2012, en langue anglaise, française, néerlandaise et macédonienne, chacun des quatre textes faisant également foi. Le texte anglais prévaut en cas de divergence d'interprétation.



## ANNEXE 1

## PROTOCOLE

## ENTRE

LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS)

## ET

LE GOUVERNEMENT MACÉDONIEN

## SUR L'APPLICATION

## DE

L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE CONCERNANT LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER

RÉPONSE À LA DEMANDE DE RÉADMISSION
-------------------------------------

DATE DE LA RÉPONSE : ..... N° DU DOSSIER : .....

**1 - DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LA RÉADMISSION A ÉTÉ DEMANDÉE**

NOM	PRÉNOMS
.....	.....
.....	.....
.....	.....
DATE DE NAISSANCE	
.....	
NATIONALITÉ	LIEU DE NAISSANCE
.....	.....

2 - DÉCISION PRISE CONCERNANT LA DEMANDE  
DE..... (Date)

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

**3 - PARTICULARITÉS**

1. DATE, HEURE, LIEU ET MODE DU TRANSFERT
2. ÉTAT DE SANTÉ
3. AUTRES ASPECTS (par exemple : enfants mineurs célibataires, escorte)

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

ANNEXE 2

**PROTOCOLE****ENTRE****LES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS)****ET****LE GOUVERNEMENT MACÉDONIEN****SUR L'APPLICATION****DE****L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE CONCERNANT LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER****RÉPONSE À LA DEMANDE DE TRANSIT****DATE DE LA RÉPONSE : ..... N° DU DOSSIER : .....****1 -DONNÉES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT L'ADMISSION EN TRANSIT A ÉTÉ DEMANDÉE**

NOM ..... .....	PRÉNOMS..... ..... .....
DATE DE NAISSANCE .....	LIEU DE NAISSANCE .....
NATIONALITÉ .....	

**2 - DÉCISION PRISE CONCERNANT LA DEMANDE DE.....**  
**(Date)**

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE RÉPONSE NÉGATIVE

**3 - PARTICULARITÉS**

1. DATE, HEURE, LIEU ET MODE DU TRANSFERT 2. ÉTAT DE SANTÉ 3. AUTRES ASPECTS (par exemple : enfants mineurs célibataires, escorte)
--

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

**PROTOCOL**  
**TUSSEN**  
**DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM**  
**LUXEMBURG EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)**  
**EN**  
**DE MACEDONISCHE REGERING**  
**TER UITVOERING**  
**VAN**  
**DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN DE VOORMALIGE**  
**JOEGOSLAVISCHE REPUBLIEK MACEDONIË BETREFFENDE DE OVERNAME VAN**  
**PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN**

De Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden)

en

de Macedonische Regering,

Hierna genoemd ‘de Partijen’,

Op grond van artikel 19 van de op 18 september 2007 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven,

Hierna genoemd ‘de Overeenkomst’,

Zijn het volgende overeengekomen:

*Artikel 1*  
*Definities en werkingssfeer*

Voor de toepassing van dit Protocol wordt verstaan onder:

1. grondgebied:
  - a. voor de Benelux-Staten: het grondgebied van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden voor zover het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op dit grondgebied van toepassing is;
  - b. voor de Macedonische Regering: het Macedonische grondgebied.
2. begeleider(s):

de door de verzoekende Staat aangewezen persoon (of personen) belast met de begeleiding van de over te nemen of door te geleiden persoon.

*Artikel 2*  
*Bevoegde autoriteiten*

1. De Partijen wisselen uiterlijk dertig (30) dagen na ondertekening van dit Protocol via diplomatieke weg lijsten uit van de voor de uitvoering van de Overeenkomst bevoegde autoriteiten.
2. De Partijen stellen elkaar onverwijld in kennis van iedere wijziging in deze lijsten.

*Artikel 3*  
*Overnameverzoek*

1. Een overnameverzoek wordt gedaan zodra de identiteit en de nationaliteit van de over te nemen persoon zijn vastgesteld of aannemelijk gemaakt krachtens de artikelen 8 en 9 van de Overeenkomst. Het overnameverzoek wordt ingediend conform artikel 7 van de Overeenkomst.
2. Het overnameverzoek bevat voor zover mogelijk de volgende gegevens:
  - a. de persoonsgegevens van de over te nemen persoon (bv. voornaam, achternaam, geboortedatum en zo mogelijk geboorteplaats en laatste verblijfplaats alsook persoonsgegevens van zijn ouders);
  - b. de persoonsgegevens van de echtgeno(o)t(e) en/of minderjarige ongehuwde kinderen;
  - c. vermelding van de middelen waarmee het bewijs van of het prima facie bewijs inzake de nationaliteit, de doorreis, het voldoen aan de voorwaarden voor de overname van onderdanen van derde landen en staatlozen, de illegale binnenkomst en het illegale verblijf zal worden geleverd;
  - d. een foto van de betrokkene;
  - e. de handtekening van de vertegenwoordiger en de officiële stempel van de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat.

3. Voor minderjarige ongehuwde kinderen wordt het volgende bij het overnameverzoek gevoegd:
  - a. de geboorteakte van de op het grondgebied van de verzoekende Staat geboren kinderen;
  - b. zo mogelijk de geboorteakte van de op het grondgebied van een derde Staat geboren kinderen;
  - c. een foto van elk meereizend kind van vijf (5) jaar of ouder.
4. Het overnameverzoek bevat zo nodig ook de volgende gegevens:
  - a. een verklaring waaruit blijkt dat de over te dragen persoon hulp of verzorging nodig kan hebben, mits de betrokkene uitdrukkelijk met die verklaring heeft ingestemd;
  - b. andere beschermings- of veiligheidsmaatregelen dan wel gegevens over de gezondheid van de persoon die voor de overdracht van die persoon nodig kunnen zijn.
5. Voor de indiening van zijn verzoek bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat maakt de verzoekende Staat gebruik van het formulier dat als bijlage 6 aan de Overeenkomst is gehecht.

#### *Artikel 4*

##### *Antwoord op het overnameverzoek*

1. Het antwoord op het overnameverzoek wordt binnen de in artikel 10, lid 2, van de Overeenkomst gestelde termijnen toegezonden aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat. Een kopie van een positief antwoord wordt tevens aan de bevoegde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Staat verstrekt.
2. Het antwoord bevat de volgende gegevens:
  - a. naam en adres van de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat, dossiernummer en datum van het antwoord op het verzoek;
  - b. naam en adres van de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat;
  - c. naam en voornamen, geboortedatum en –plaats van de betrokkene en, indien van toepassing, de gezinsleden;
  - d. een verklaring ter bevestiging dat er voor de betrokkene een overnameverplichting bestaat conform de bepalingen van de artikelen 2, 3, 4 of 5 van de Overeenkomst.
3. In geval van een negatief antwoord geeft de aangezochte Staat aan waarom de identiteit van de betrokkene niet kon worden vastgesteld en/of waarom de overnameverplichting conform de bepalingen van de artikelen 2, 3, 4 of 5 van de Overeenkomst niet op hem van toepassing is.
4. Voor zijn antwoord aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat maakt de aangezochte Staat gebruik van het formulier dat als bijlage 1 aan het Protocol is gehecht.

#### *Artikel 5*

##### *Reisdocument*

1. In geval van een positief antwoord op het overnameverzoek voor eigen onderdanen geeft de bevoegde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte

- Staat overeenkomstig artikel 2, lid 4, en artikel 4, lid 4, van de Overeenkomst een reisdocument voor de betrokkene af.
2. Het reisdocument heeft een geldigheidsduur van dertig (30) dagen.
  3. In geval van een positief antwoord op het overnameverzoek voor onderdanen van derde landen of staatlozen geven de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Staat overeenkomstig artikel 3, lid 4, en artikel 5, lid 4, van de Overeenkomst een reisdocument voor de betrokkene af.
  4. De diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Partij verstrekt onverwijld doch uiterlijk binnen drie (3) werkdagen een inreisvisum voor de terugkeer van de in lid 3 bedoelde persoon.
  5. Het inreisvisum heeft een geldigheidsduur van dertig (30) dagen.
  6. Wanneer de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat niet in staat is de betrokkene over te dragen voor de datum waarop het reisdocument of het visum verloopt, stelt zij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat daarvan in kennis. Zodra de overdracht van de betrokkene kan plaatsvinden, verstrekt de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Partij binnen veertien (14) dagen volgend op een verzoek daartoe van de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat een nieuw reisdocument of visum met eenzelfde geldigheidsduur.

*Artikel 6*  
*Overnameprocedure*

1. De bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat stelt de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat minimaal drie (3) werkdagen voor de geplande overdracht in kennis van haar voornemen daartoe over te gaan.
2. Indien de verzoekende Staat de over te nemen persoon niet binnen de in artikel 10, lid 4, van de Overeenkomst genoemde termijn van drie (3) maanden kan overdragen, stelt zij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat daarvan onverwijld in kennis. Zodra de feitelijke overdracht van de betrokkene kan plaatsvinden, brengt de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat overeenkomstig de in artikel 10, lid 4, van de Overeenkomst bedoelde procedure en termijnen daarvan op de hoogte.
3. Indien medische redenen vervoer over de weg of over zee rechtvaardigen, maakt de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat daarvan melding op het formulier dat als bijlage 6 aan de Overeenkomst is gehecht.

*Artikel 7*  
*Doorgeleidingsprocedure*

1. De doorgeleiding van onderdanen van derde landen of staatlozen wordt uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 13 en 14 van de Overeenkomst.
2. Het doorgeleidingsverzoek bevat voor zover mogelijk de volgende gegevens:
  - a. type van doorgeleiding (door de lucht of over land), eventuele andere staten van doorgeleiding en beoogde eindbestemming;



- b. de persoonsgegevens van de betrokkene (bv. voornaam, achternaam, meisjesnaam, andere namen die de betrokkene gebruikt of waaronder hij bekend staat, geboortedatum, geslacht en zo mogelijk geboorteplaats, nationaliteit, taal, aard en nummer van het reisdocument);
  - c. beoogde plaats van binnenkomst, tijdstip van overdracht en eventueel gebruik van begeleiders;
  - d. een verklaring waarin wordt gesteld dat volgens de verzoekende Staat is voldaan aan de voorwaarden van artikel 13, lid 2, van de Overeenkomst en dat er geen redenen bekend zijn voor een afwijzing op grond van artikel 13, lid 3, van de Overeenkomst.
3. Het doorgeleidingsverzoek wordt ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat door middel van het formulier dat als bijlage 7 aan de Overeenkomst is gehecht.
  4. Het doorgeleidingsverzoek wordt minimaal zeven (7) dagen voor de doorgeleiding ingediend bij de aangezochte Staat.
  5. De aangezochte Staat antwoordt onverwijld doch binnen vijf (5) dagen op het verzoek.
  6. Voor zijn antwoord aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Staat maakt de aangezochte Staat gebruik van het formulier dat als bijlage 2 aan het Protocol is gehecht.

#### *Artikel 8*

##### *Ondersteuning van de doorgeleiding*

1. Indien de verzoekende Staat ondersteuning van een specifieke doorgeleiding door de autoriteiten van de aangezochte Staat noodzakelijk acht, geeft hij dit aan in het formulier dat als bijlage 7 aan de Overeenkomst is gehecht. De bevoegde autoriteiten treden zo nodig met elkaar in overleg.
2. In het antwoord op het doorgeleidingsverzoek vermeldt de aangezochte Staat onder punt 3 (Bijzonderheden) van het formulier dat als bijlage 2 aan dit Protocol is gehecht, of hij in de gevraagde ondersteuning kan voorzien.
3. Indien de betrokkene wordt begeleid, geschieden de bewaking en het aan boord brengen onder het gezag van de aangezochte Staat.

#### *Artikel 9*

##### *Verplichtingen van de begeleiders*

1. Op het grondgebied van de aangezochte Staat moeten de begeleiders in alle omstandigheden het recht van de aangezochte Staat naleven.
2. De begeleiders mogen, bij afwezigheid van ter zake bevoegde ambtenaren van de aangezochte Staat of ter ondersteuning van deze ambtenaren, in reactie op een onmiddellijke en ernstige dreiging op redelijke en proportionele wijze optreden om zichzelf te beschermen en te voorkomen dat de betrokkene vlucht, zichzelf of derden letsel toebrengt dan wel schade aan goederen veroorzaakt.

3. De begeleiders voeren hun taak ongewapend en in burgerkledij uit. Zij dienen in het bezit te zijn van een begeleidingsvergunning, een machtiging tot overname of doorgeleiding en een identiteitsbewijs.
4. De aangezochte Staat verleent de begeleiders bescherming en bijstand overeenkomstig zijn nationale wetgeving.

*Artikel 10*  
*Grensovergangen*

1. De Partijen wisselen uiterlijk dertig (30) dagen na ondertekening van dit Protocol via diplomatieke weg lijsten uit van de ingevolge de Overeenkomst voor overname of doorgeleiding aangewezen grensovergangen.
2. De Partijen stellen elkaar onverwijld in kennis van iedere wijziging in deze lijsten.
3. De bevoegde autoriteiten kunnen op ad-hocbasis overeenkomen gebruik te maken van andere grensovergangen voor overname of doorgeleiding.

*Artikel 11*  
*Kosten*

1. De kosten verbonden aan het proces van overname en doorgeleiding worden toegewezen als omschreven in artikel 15 van de Overeenkomst.
2. Alle door de aangezochte Staat gemaakte kosten worden door de verzoekende Staat vergoed door middel van een bankgiro binnen zestig (60) dagen te rekenen van de dag van overhandiging van de factuur.

*Artikel 12*  
*Vergadering van deskundigen*

1. De Partijen werken samen bij het analyseren van kwesties omtrent de toepassing van dit Protocol.
2. Hiertoe kan een vergadering van deskundigen bijeenkomen op verzoek van één van de Partijen.

*Artikel 13*  
*Taal en communicatie*

1. De Partijen communiceren met elkaar in de Engelse taal.
2. De bevoegde autoriteiten communiceren per fax of post. Indien beide Partijen daarmee instemmen, kan eveneens per e-mail of via andere technische middelen worden gecommuniceerd.

*Artikel 14*  
*Bijlagen*

De bijlagen 1 en 2 vormen een integrerend onderdeel van dit Protocol.

*Artikel 15*  
*Wijzigingen*

1. Dit Protocol en zijn bijlagen kunnen in onderlinge overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd.
2. Wijzigingen van het Protocol treden in werking in overeenstemming met de procedure vervat in artikel 17, eerste en tweede lid.
3. Wijzigingen van de Bijlagen treden in werking op een door de partijen te bepalen datum.

*Artikel 16*  
*Depositaris*

Het Koninkrijk België is depositaris van dit Protocol. De depositaris voorziet alle Staten van een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het origineel.

*Artikel 17*  
*Inwerkingtreding, duur en opzegging*

1. De Partijen stellen elkaar en de depositaris in kennis van de voltooiing van de benodigde nationale wettelijke procedures voor de inwerkingtreding van het Protocol.
2. Overeenkomstig artikel 19, lid 2, van de Overeenkomst treedt dit Protocol in werking op de eerste dag van de tweede maand na kennisgeving door de depositaris aan het Gemengd Comité overname dat de daarvoor noodzakelijke interne procedures door iedere Partij zijn voltooid. Een afschrift van deze kennisgeving wordt door de depositaris aan iedere Partij verstrekt.
3. Overeenkomstig artikel 20 van de Overeenkomst heeft dit Protocol voorrang boven de bepalingen van de Overeenkomst tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Macedonische Regering betreffende de overname van onregelmatig verblijvende personen, gedaan te Voorburg op 30 mei 2006. Deze Overeenkomst blijft van kracht tussen Curaçao, Sint Maarten en het Caribisch deel van Nederland (Bonaire, Sint Eustatius en Saba) en de Macedonische Regering.
4. Dit Protocol wordt gelijktijdig met de opzegging van de Overeenkomst opgezegd.

Gedaan te Brussel, op 30 juli 2012, in de Engelse, de Franse, de Nederlandse en de Macedonische taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschillen in interpretatie is de Engelse tekst doorslaggevend.

**BIJLAGE 1**

**PROTOCOL**

**TUSSEN**

**DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)**

**EN**

**DE MACEDONSCHE REGERING**

**TER UITVOERING**

**VAN**

**DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN DE VOORMALIGE JOEGOSLAVISCH REPubLIEK MACEDONIË BETREFFENDE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN**

**ANTWOORD OP HET OVERNAMEVERZOEK**

**DATUM ANTWOORD: ..... DOSSIER NR: .....**

**1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS OVERNAME IS VERZOEKT**

NAAM ..... .....	VOORNAMEN ..... ..... .....
GEBOORTEDATUM .....	GEBOORTEPLAATS .....
NATIONALITEIT .....	

**2 - GENOMEN BESLISSING OMTRENT HET VERZOEK  
VAN..... (Datum)**

<input type="checkbox"/> AKKOORD	<input type="checkbox"/> WEIGERING
	WEIGERINGSGRONDEN IN GEVAL VAN NEGATIEF ANTWOORD

**3 - BIJZONDERHEDEN**

1. DATUM, TIJDSTIP, PLAATS EN WIJZE VAN OVERDRACHT 2. GEZONDHEIDSTOESTAND 3. ANDERE SPECIFIEKE GEGEVENS (bv.: minderjarige ongehuwde kinderen, begeleiding)
---

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING



**2 - GENOMEN BESLISSING OMTRENT HET VERZOEK VAN.....**  
(Datum)

<input type="checkbox"/> AKKOORD	<input type="checkbox"/> WEIGERING
	WEIGERINGSGRONDEN IN GEVAL VAN NEGATIEF ANTWOORD

**3 - BIJZONDERHEDEN**

- |   |
|---|
| 1. DATUM, TIJDSTIP, PLAATS EN WIJZE VAN OVERDRACHT<br>2. GEZONDHEIDSTOESTAND<br>3. ANDERE SPECIFIEKE GEGEVENS (bv.: minderjarige ongehuwde kinderen, begeleiding) |
|---|

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING
----------------	-------------------------